

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 04 décembre 2024
(Convocation du 27 novembre 2024)

Aujourd'hui, le 04 décembre 2024 à 15h45, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Bernard Pouban

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Foncier - Risques fluviaux - Espace de mobilité de l'Adour moyen landais - Acquisition foncière sur la commune de Souprosse

Exposé des motifs :

Afin de permettre la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour moyen landais initiée dans les années 2000, une politique d'acquisition foncière a été menée et validée par délibération n°2021_CMF_54 en date du 8 décembre 2021 approuvant notamment la fiche programme n°41.

Sur la commune de Souprosse, une érosion de berge de l'Adour menace en rive droite une route communautaire (route de Guirette). Un projet global, porté par l'Institution Adour, en partenariat avec la communauté de communes du Pays Tarusate, la commune de Souprosse et le syndicat Adour Midouze prévoit le recul de cette voirie (communauté de communes) et l'aménagement de l'espace acquis en berge à pente douce (SAM).

Par délibération n°2024_B_01, le bureau de l'Institution Adour a autorisé le Président à procéder à l'acquisition des emprises nécessaires, soit des parties de parcelles (section P, numéros 225 et 234) pour une contenance totale de 4 648 m² au prix de 12 763 €.

Ce prix d'acquisition, estimé par la SAFER Nouvelle-Aquitaine en date du 6 septembre 2023, se répartissait de la manière suivante :

- 4 183,20 € pour la valeur du bien (soit un prix de 9* 000 €/ha),
- 8 580 € de compensation des frais à engager par le vendeur pour le raccordement au réseau communal d'irrigation (660 €/ha sur une base de 13ha).

Une nouvelle estimation a été sollicitée auprès de la SAFER considérant divers éléments :

- après découpage des parcelles par un géomètre expert, les superficies à acquérir s'élèvent à 6 330 m² correspondant aux nouvelles parcelles section P, numéros 396, 398 et 400,
- les frais d'adhésion au réseau communal d'irrigation sont calculés sur la base des droits à irriguer et non pas de la superficie irriguée détenue par le propriétaire, soit 15,07ha au lieu de 13ha).

Ainsi, la nouvelle estimation de la SAFER en date du 18 novembre 2024 établit une valeur d'acquisition à 15 027 € soit :

- 5 697 € pour la valeur du bien,
- 9 330 € pour les frais annexes de raccordement du vendeur au réseau d'irrigation communal.

Vu la délibération n°2021_CMF_54 de l'Institution Adour en date du 8 décembre 2021,

Vu la délibération n°2024_B_01 en date du 17 janvier 2024,

Considérant l'avis de valeur de la SAFER Nouvelle-Aquitaine en date du 18 novembre 2024,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la délibération 2024_B_01 en date du 17 janvier 2024,
- d'autoriser le président à procéder à l'acquisition des parcelles sises sur la commune de Souprosse, section P, numéros 396, 398 et 400 d'une contenance totale de 6 330 m² au prix de 15 027 €,



- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 décembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE